



Conseil économique et social

Distr. générale
6 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000: égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle »: réalisation des objectifs
stratégiques et mesures à prendre dans les domaines
critiques et nouvelles mesures et initiatives**

Déclaration présentée par l'Association internationale des écoles de travail social, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Élimination de l'extrême pauvreté et de la faim

L'Association internationale des écoles de travail social est dotée du statut consultatif auprès des Nations Unies depuis 1947. Représentant l'enseignement du travail social au niveau international, nous estimons qu'il est impératif de promouvoir les droits de l'homme et le développement social, sous forme d'orientations et d'activités de sensibilisation. Même si tous les objectifs du Millénaire pour le développement sont compatibles avec nos objectifs, on ne pourra réaliser aucun d'entre eux sans avoir éliminé la pauvreté et la faim. La pauvreté est un état de multiples privations qui exacerbe tous les problèmes que peut rencontrer une personne. Nous axons donc notre déclaration sur l'objectif 1 du Millénaire, à savoir l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, dans le cas des femmes et des filles. Nous y traitons des causes, des conséquences et des solutions.

La pauvreté, selon l'Organisation des Nations Unies, est la forme ultime de la violence. Les filles et les femmes sont plus vulnérables aux souffrances physiques et émotionnelles occasionnées par la pauvreté, en raison de leur condition sociale subalterne. Même à l'intérieur d'une nation prospère, comme les États-Unis d'Amérique, 78 % de la population vivant dans la pauvreté sont des femmes célibataires et des enfants affamés qui gonflent les rangs des soupes populaires dans tout le pays. Le deuxième plus grand groupe de personnes vivant dans la pauvreté dans le monde sont les personnes âgées, dont environ 79 % sont des femmes. En tout, les femmes, jeunes et âgées, représentent plus de 70 % des pauvres dans la plupart des pays. À septembre 2013, s'il existe, par exemple en Asie, des signes d'amélioration de l'état nutritionnel des enfants, le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance en Afrique s'est accru. Il apparaît clairement que la situation des enfants est directement liée aux conditions de vie de leur mère. De surcroît, les filles sont davantage en danger que les garçons en raison de coutumes discriminatoires fondées sur le sexe. Dans de nombreuses cultures, les filles et les femmes sont uniquement autorisées à manger la nourriture qui reste une fois que les hommes et les garçons se sont servis.

Selon l'Organisation des Nations Unies, il n'existe aucun pays dans le monde où les femmes et les hommes jouissent des mêmes conditions. Le travail des femmes contribue en grande partie à leur oppression plutôt qu'à leur indépendance. Leurs tâches, peu ou pas rémunérées, nécessitent une main d'œuvre importante. Les avantages qu'elles en tirent sont quasi inexistantes et leurs conditions de travail souvent dangereuses. Outre qu'elles tiennent la maison et qu'elles s'occupent des enfants, des hommes et des personnes âgées, les femmes contribuent au soutien économique de la famille. L'Organisation des Nations Unies indique que les femmes accomplissent les deux tiers du travail dans le monde, alors que les deux tiers d'entre elles vivent dans la pauvreté. La notion d'un partage équitable, entre hommes et femmes, des responsabilités familiales, introduite pour la première fois en 1975 par des femmes issues de pays non alignés, à la Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Mexico, n'est pas encore entrée dans les pratiques. Le concept a été repris comme stratégie de changement visant à éliminer la pauvreté, dans un rapport de l'ONU, publié en 2001, consacré à l'autonomisation des femmes tout au long de leur vie. Selon le rapport, il faut fournir des services de prise en charge des enfants afin que les femmes comme les hommes, en particulier quand ils

vivent dans la pauvreté, puissent saisir les possibilités d'emploi et renforcer leur capacités.

La charge de travail qui incombe aux femmes les rend incapables de faire autre chose. Davantage touchées par la pauvreté, elles mettent en péril leur santé physique et mentale, et sont notamment sujettes à la fatigue chronique, à la malnutrition, à la dépression et à l'anxiété, du fait, généralement, de leur situation sociale choquante. Les services de santé physique et mentale ou les travaux de recherche consacrés à leurs besoins demeurent insuffisants dans les pays en développement et dans les pays développés. Pour comprendre l'origine des maladies développées par les femmes, il faut avant tout comprendre comment les forces culturelles et économiques interagissent jusqu'à porter atteinte à leur condition sociale. La violence à leur égard constitue l'une de ces forces.

Il apparaît nettement que la problématique hommes-femmes et la pauvreté sont des inégalités étroitement liées. Pour y voir plus clair, il importe de connaître le contexte. Les politiques qui doivent être mises en œuvre en vue de remédier à l'oppression des femmes dans le monde sont énoncées dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Elles visent notamment le patriarcat qui entraîne l'asservissement permanent des femmes, leur vulnérabilité universelle face à la pauvreté, leur exploitation sexuelle et l'absence de soins de santé.

Les modèles sociaux et culturels ouvrent la porte à des discriminations et à des préconceptions quant aux rôles dévolus à chaque sexe, qu'il s'agisse de la division du travail qui conduit les femmes à accomplir des tâches non rémunérées, de l'exploitation sexuelle à la maison ou sur le lieu de travail ou de la traite et de l'exploitation sexuelle à l'échelle mondiale. En matière d'éducation, de l'école primaire aux études supérieures, le contenu de ce que les femmes apprennent tend à ne pas tenir compte des connaissances particulièrement utiles aux femmes ou à les banaliser. Malgré les progrès accomplis, les femmes ont moins de chances, dans de nombreuses cultures, d'accéder à l'éducation, ce qui les rend davantage susceptibles d'être analphabètes que les hommes. Même aux États-Unis d'Amérique, où le nombre de femmes étudiant à l'université dépasse souvent aujourd'hui celui des hommes, on reste mal informé au sujet de leur socialisation, de leurs possibilités et de leurs aspirations. Tout comme leurs sœurs des pays en développement, elles se considèrent et sont considérées comme étant moins méritantes et moins compétentes que les hommes, en dépit des preuves du contraire.

Bien que la législation en faveur de la promotion des femmes ait évolué au fil du temps, partout dans le monde, les femmes ne jouissent toujours pas d'une égalité de jure, à savoir celle prévue par la loi, ni d'une égalité de facto, à savoir celle qu'elles vivent dans la pratique. En conséquence, s'il n'y a pas de contrôle, les lois, bien qu'instaurées, ne se traduiront pas en droits. Si le type de discrimination varie d'une région à l'autre, les femmes partout dans le monde constatent que la relation qui les lie à un proche de sexe masculin ou à leur mari détermine leurs droits.

Les politiques doivent s'attaquer directement à la pérennisation de l'inégalité des sexes, qui entretient pauvreté et isolement social, et vice-versa, en créant une spirale faite de désespoir et de découragement, dans laquelle s'engouffre la génération suivante. En raison des effets réciproques de cette spirale, le renforcement des capacités, élément clef pour faire respecter les droits fondamentaux des filles et des femmes, quel que soit leur âge, constitue une

excellente stratégie. Comme les travailleurs sociaux le savent, le développement ne relève pas seulement de la géographie, de l'économie ou de la société. Il a également trait au développement humain, au bien-être affectif et à l'épanouissement personnel. On parle bien là de droits de l'homme. Aucun véritable développement social ou économique ne peut avoir lieu si l'on ne tient pas compte de la personnalité profonde des personnes.

Les politiques économiques, à l'origine d'inégalités considérables en matière de richesses et de ressources sociales, jouent un rôle particulièrement critique. Les communautés qui se trouvent isolées du pouvoir politique, sans perspectives d'avenir, au sein desquelles les filets de sécurité ont disparu, tombent dans l'engrenage de la pauvreté et du désespoir, avec son lot de maladies tant mentales que physiques. On arrive en fin de compte à une pauvreté extrême qui engendre violence, déplacements, traumatismes et dépressions. Si nous voulons prévenir ce fléau galopant, il convient d'élaborer des politiques saines visant à promouvoir le bien-être des femmes. Pour ce faire, il est essentiel de susciter une volonté politique.

Les politiques saines destinées aux femmes sont conçues pour promouvoir leurs droits culturels, politiques et juridiques ainsi que leur pouvoir personnel en tant qu'êtres humains. Ces politiques sortent les femmes de la pauvreté et de l'oppression en leur garantissant l'accès aux ressources économiques, et le contrôle de ces dernières. Pouvoir accorder des prêts aux microentreprises locales est un exemple parmi d'autres.

Presque toutes les femmes qui participent aux microentreprises se considèrent tout d'abord comme étant des êtres humains moins dignes de respect que les hommes. Leur perception négative d'elles-mêmes, déterminée par leur culture, les pousse à l'asservissement et à accomplir sans discuter les tâches qui leur sont confiées. Même lorsque des possibilités sociales et économiques leur étaient offertes, elles refusaient de les saisir au motif qu'elles se sentaient inférieures. Les dirigeants estiment qu'il faut accompagner le développement psychologique des femmes, au sein des cultures les unes après les autres, dans le cadre du développement social et économique. Elles doivent avoir conscience de leur valeur pour pouvoir réussir. Il est essentiel d'être en phase avec les besoins des femmes en se fondant sur ce qu'elles en disent. Les programmes qui réussissent commencent toujours par des échanges en petits groupes qui, en tissant des liens et en suscitant l'estime mutuelle, les sensibilisent aux tâches que chacune d'entre elles accomplit au service de sa famille et de sa communauté. C'est au fond d'elles-mêmes que les femmes et les filles puisent leur force. C'est quand elles commencent à prendre conscience de leurs forces et de leur contributions qu'elles s'autorisent à s'épanouir pleinement.

Les travailleurs sociaux savent qu'élaborer des politiques saines à l'intention des femmes ne peut se faire qu'en les écoutant, avant même d'intervenir, d'engager des recherches, de mettre en œuvre des politiques et d'élaborer des programmes de prévention. La prise en compte de la problématique hommes-femmes est cruciale. Tout doit être conceptualisé, conçu, mis en œuvre et analysé par et pour les femmes et les filles. Si la recherche joue un rôle important, c'est la recherche participative en matière d'action sociale qui s'avère primordiale si l'on veut qu'elle soit utile aux femmes. Les programmes de prévention et les politiques saines découlent des résultats issus de ces études consacrées à l'action sociale. C'est le cas d'enclaves rurales et urbaines partout dans le monde où des femmes ont pris le contrôle de leur

propre vie grâce au mouvement international des femmes et au processus des objectifs du Millénaire pour le développement. Leur épanouissement personnel est aussi manifeste que leurs succès en matière d'éducation et d'économie.

L'Association internationale des écoles de travail social exhorte les nations du monde entier à s'associer à elle pour appliquer les connaissances acquises au cours de ces dernières années relatives aux causes, aux conséquences et aux solutions de l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, en vue des actions futures de l'Organisation des Nations Unies.
